hautes pyrénées

la cgt

SAMEDI 17 novembre 2018 : déclaration de la CGT

La hausse de la fiscalité sur le prix des carburants et du fioul domestique provoque une colère massive et légitime.

Légitime car nous savons tous que ces taxes, comme la TVA, sont particulièrement injustes car elles frappent plus lourdement les classes moyennes et populaires et qu'elles affectent plus particulièrement toutes celles et tous ceux qui, faute de transports publics de substitution, se voient contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour leur trajet domicile-travail et c'est particulièrement vrai dans des départements comme le notre.

Légitime car les travailleurs et citoyens de ce pays n'acceptent pas d'être montrés du doigt par ce gouvernement.

Oui ils sont conscients qu'il y a urgence à mener une vrai politique de transition énergétique car c'est l'avenir de l'humanité qui se joue sur quelques années du fait du réchauffement climatique.

Ils savent aussi pertinemment que la mauvaise foi du gouvernement Macro-Philippe est totale.

La hausse actuelle de la fiscalité sur les combustibles ne sert que dans de faibles proportions à la transition énergétique (soit 19 % des 35 milliards de recettes annuelles attendues de la TIPCE) mais intervient essentiellement pour couvrir les cadeaux et les largesses fiscales faits aux premiers de cordée, aux plus riches et aux grandes entreprises :

4 milliards d'impôt de solidarité sur la fortune effacés,

3 milliards de taxation sur le capital effacés,

40 milliards distribués au titre du CICE cette année, 100 milliards sur 5 ans sans quasiment de création d'emplois

des multinationales du pétrole (9 milliards d'euros de profit pour le groupe Total en 2017) qui ne sont pas mises à contribution ,

des sociétés d'autoroute aux profits colossaux qui ne sont pas mis à contribution pour la transition énergétique,

un impôt société qui va encore baisser et dont les rentrées sont réduites à 25 milliards en 2018 contre 42 milliards en 2012.

Les cadeaux aux plus fortunés et aux entreprises sont payés par des politiques alourdies contre les plus modestes : hausse de la CSG, gel des APL, retraites augmentées en dessous de l'inflation, blocage des salaires, austérité généralisée.

Tva et taxe sur les produits énergétiques sont des prélèvements injustes sur les ménages qui financent les cadeaux aux riches, au lieu d'une fiscalité progressive et d'une taxation du capital.

L'austérité budgétaire, la dégradation des services publics (hôpitaux, rail, bureaux de poste...) s'imposent à la majorité de la population. Ce sont les plus modestes qui trinquent !

Il faut inverser cette politique !

Les salarié-es, les chômeurs, les jeunes sont contraints d'utiliser une voiture, dans les zones rurales ou urbaines éloignées des centres villes. Rien ou si peu n'est fait pour développer les transports en commun moins polluants, ou pour proposer des tarifs sociaux incitatifs. La prime à l'achat de nouvelles voitures moins consommatrices n'a qu'un effet dérisoire.

La CGT fait des propositions alternatives :

1- Augmenter les salaires avec immédiatement un SMIC à 1800 € bruts, les retraites, les indemnités de chômage, les minimas sociaux, et lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscales.

2- Taxer avant tout les compagnies pétrolières et les grandes entreprises du transport routier ou aérien, ou gestionnaires d'infrastructure (autoroutes), et notamment le groupe Total dont les bénéfices 2017 ont bondi de 39%, qui s'enrichit sur le dos des automobilistes.

3- Taxer le kérosène (qui ne l'est pas du tout !) pour empêcher que l'avion, très pollueur, ne concurrence le train. Supprimer l'exonération scandaleuse des taxes carburant pour le transport routier afin de développer le fret ferroviaire. Affecter l'essentiel des ressources de la taxe sur les carburants (TICPE) au développement de transports et de sources d'énergie écologiques, avec un contrôle démocratique.

4- Arrêter la fermeture des petites lignes de chemins de fer (9000 km sont menacés), qui transforme les campagnes en déserts. Investir massivement dans les transports en commun de qualité accessibles à tous.

5- Baisser fortement la TVA pour tous les produits de première nécessité.

6- Engager sur ces bases de justice sociale la transition écologique avec des investissements publics massifs à hauteur de 20 M d'euros par an.

Il ne peut y avoir de politique environnementale sans justice sociale et fiscale.

Ce sont tous ces sujets qu'il nous faut porter TOUS ENSEMBLE dès après le 17 NOVEMBRE.

Pour sortir de la pauvreté, de la pollution, des bas salaires, de la dégradation des services publics, il faut une autre politique !

Macron et son gouvernement ne réagiront que par le rapport de forces.

Travailleurs, retraités, privés d'emplois, lycéens, étudiants, précaires, syndicats, associations, partis progressistes EXIGEONS DANS L'UNITE DES CHANGEMENTS RADICAUX.

Réunissons nous partout et notamment sur les lieux de travail pour CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE ORGANISE QUI PORTERA CES EXIGENCES !